

ALTER EGO

LE JOURNAL

A row of cartoon characters including a man with a beard and glasses, a woman with a red bow, a man with glasses, a woman with a red bow, a man with a red bow, a woman with a red bow, and a dog.

1F



PEPS

SOMMAIRE

Couverture

par Phil et John BOYER

Sommaire, éditorial et remerciements p. 2

ÉCLATS GOUTTE D'OR

- Un Cybercafé dans le 18^{ème} p. 3 et 4
- Une galerie pour la Goutte d'Or p. 5
- Vivre dans le 18^{ème} p. 5

DOSSIER TOXICOMANIE

- A quand les programmes de substitution injectable p. 6 et 7
- Entretien avec Mme MAESTRACCI
- La prescription d'héroïne : une alternative pour les toxicomanes p. 8 et 9
- Témoignage d'un ex-UD substitué au Subutex p. 9

ET LA SANTÉ, CA VA ?

- HÉPATITES INFO SERVICE
- Naissance d'un nouveau dispositif p. 10 et 11
- Le Stéricup p. 11

SOCIALEMENT VÔTRE

- Les épicerie sociales p. 12
- La Courte échelle
- Une épicerie sociale dans le 18^{ème} à Paris p. 13 et 14

TRIBUNE LIBRE

- R.I.L.E. de Paris
- Réseau d'Initiatives Locales pour l'Emploi p. 15

QUELQUE PART AILLEURS

- ASUT. Les UD s'organisent à Barcelone p. 16 et 17

POÈMES, POÉSIES, PENSÉES

p. 18 et 19

COURRIERS DES LECTEURS

- Ca n'arrive pas qu'aux autres
- Témoignage d'une mère p. 20 et 21
- Du jugement à l'humanité p. 21

BLOC NOTES

- Adresses utiles p. 22 et 23

SOLIDAYS. L'ALBUM - Solidarité pour l'Afrique

ÉDITORIAL

L'équipe de STEP (Programme d'Échange de Seringues d'EGO) vient de boucler son rapport d'évaluation pour l'année 1999. Je vous recommande de le lire en entier car on y apprend un tas de choses. Au chapitre « Une diversification des produits et des modes d'usages », nous constatons que depuis 1996 à aujourd'hui l'usage détourné de ce type de substances psychoactives est passé de 11 % à 35 %. Donc un peu plus d'un tiers des usagers qui fréquentent ce service utilisent des produits de substitution aux opiacés, alors même que l'usage d'héroïne ne cesse de régresser, loin derrière la cocaïne, le crack, les médicaments psychotropes ou la substitution. Ajoutons que ces produits de substitution payés dans la rue entre 5 et 50 F le comprimé, sont injectés par une grande partie des usagers (54 % pour le Subutex, 68 % pour le Moscontin, 92 % pour le Skénan) alors que leur préparation originale est expressément prévue pour rendre difficile l'injection. Ce sont alors à de graves complications sanitaires auxquelles s'exposent les usagers lors de l'injection de ces produits de substitution.

Mais au-delà du débat sur la mise en place des formules de substitution injectable (voir l'entretien avec Nicole Maestracci, présidente de la MILDT ou le témoignage d'un ex-usager dans ce numéro d'Alter Ego le journal), c'est toute une conception de l'usage de drogues et de l'accessibilité des produits qui devient problématique. Dans l'esprit de la RDR* française, la substitution est une forme d'accompagnement socio-sanitaire dont le but doit être l'abstinence (loi 70 oblige). Or, les contradictions entre un usage « toxicomane » des produits de substitution et un usage médical deviennent de plus en plus flagrantes. C'est pour cela que dans ce même numéro nous nous sommes penchés sur un exemple de prescription médicale d'héroïne telle qu'elle a lieu dans certaines villes européennes (voir plus loin l'article de Miguel Marset, médecin du Programme Expérimental de Prescription de Stupéfiants - PEPS - à Genève). L'expérience est passionnante, mais nous pourrions alors être placés devant l'étrange paradoxe d'un « nouveau » produit, l'héroïne (vieille de 125 ans), comme substitution aux produits de substitution à l'héroïne ! Décidément la délivrance de produits de substitution, que nous approuvons sans réserves, n'en finit pas de compliquer les choses.

Au fait, qu'en est-il de certaines expériences anglaises de prescription de cocaïne comme substitution... à la cocaïne ?

Josep
(pour l'équipe d'ALTER EGO le journal)

* RDR : Réduction des Risques

Vous pouvez aussi nous contacter par e-mail ou sur notre site

Journal : alteregojournal@post.club-internet.fr

Administration : ego@club-internet.fr

Notre site web : <http://perso.club-internet.fr/ego>

LA RÉDACTION D'ALTER EGO EST UN TRAVAIL COLLECTIF

Nous adressons un grand remerciement aux organismes suivants sans lesquels ce journal n'aurait pu être publié :

- LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA SANTÉ - D. G. S. Division Sida
- LA VILLE DE PARIS (D. A. S. E. S.) - LA PRÉFECTURE DE PARIS
- LA FONDATION AUCHAN pour la jeunesse
- L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ SIDA.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce journal :

Jean-Paul E., Marie, Dr Miguel MARSET (PEPS à Genève), HÉPATITES INFO SERVICE, RILE de Paris, Satxa (ASUT à Barcelone), Josep, David, Stéphane, Mme BOCCIARELLI, Asmine HAMIDOU, Renée, ainsi que Phil et John BOYER pour leurs illustrations.

Président d'EGO :

Dominique TARDIVEL.

Directeur administratif :

Jean-Paul LE FLAGUAIS.

Coordination et maquette (PAO) :

Didier ROBERT.

Comité de lecture :

Maryse ATHOR, Lia CAVALCANTI, Noëlle SAVIGNAT.

Correctrice :

Brigitte STRAUCH.

Imprimerie : SCOP IDG Paris18

Un Cyber Café dans le 18^e

Entretien réalisé par Didier ROBERT

Jean d'Eudeville et Loïc Aubrain, membres fondateurs et responsables du projet, nous parlent de leur idée de créer un Cyber Café dans le 18^e et de leurs expériences.



Alter Ego : Comment vous est venue l'idée de créer un cybercafé dans le 18^e arrondissement de Paris ?

Vis@Vis : L'idée était de créer un espace comme il en existe d'autres dans Paris, justement dans un endroit où il n'y en avait pas.

On compte à peu près une quinzaine de cybercafés dans Paris, situés essentiellement près des universités, dans les 5^e et 6^e arrondissements de Paris ou dans les quartiers un peu plus chics. On a considéré qu'une partie de la population de Paris avait difficilement accès au cybercafé (à l'Internet en tout cas), pour quatre types de raisons : financières, techniques, difficultés de choisir un ordinateur (trop cher pour un simple besoin ponctuel), et dernière raison, pour une question de place.

Toutes ces raisons font que c'est un outil utile mais auquel beaucoup ne vont pas pouvoir accéder tout de suite. Certaines personnes (notamment celles qui ne travaillent pas dans le secteur tertiaire) n'ont pas de bureau, ou pas d'ordinateur sur leur lieu de travail.

Donc, un espace comme Vis@Vis permet d'accéder à Internet, mais aussi à tout ce qui est traitement de textes, impression de documents, réalisation de C.V., lettres de motivation, courriers administratifs...

On a besoin parfois, une fois de temps en temps, de faire une lettre et ce n'est pas pour autant qu'on fonce dans une grande surface pour s'acheter un ordinateur qui coûte entre 5 000 et 10 000 F. On va donc se retrouver confronté à tout un tas de problèmes : d'argent, de savoir

comment fonctionne un ordinateur...

À l'époque du choix de ce quartier, il n'y avait pas du tout de cybercafé. Le plus proche pour les quartiers Nord est à République. Depuis quelque temps, trois se sont ouverts dans le 18^e arrondissement de Paris (rue Damrémont, rue Léon et rue de la Goutte d'Or) mais ce sont d'abord des cafés dans lesquels on a rajouté des ordinateurs. Alors que nous, nous sommes autant un café qu'un cybercafé. Le café a autant de place que le Cybercafé.

On a mis du temps à trouver un local, mais on voulait absolument être situés entre la gare du Nord, la gare de l'Est et Barbès. On a eu beaucoup de mal, mais on est très contents d'être là parce que l'accueil du quartier est très bon.

A.E. : Qui sont les gens qui viennent au Cybercafé ?

Vis@Vis : C'est très variable. Cela va de l'enfant de huit ans, qui va venir jouer sur Internet et qui de façon très intuitive réussira à s'en servir tout de suite, jusqu'à une population étudiante qui va venir chercher des informations, des boulots, des voyages, etc.

Ensuite, il y a toute la population adulte qui vient pour des e-mail, tout ce qui concerne l'emploi, les informations pratiques, les droits des salariés, les loisirs, la musique, etc. Toute une partie, aussi, qui vient chercher des informations sur son pays d'origine, Afrique et Maghreb en général. Ces personnes viennent consulter les journaux locaux, normalement difficiles d'accès en kiosque ou trop chers.

A.E. : Est-ce que ceux qui viennent se servir d'Internet savaient déjà l'utiliser ?

Vis@Vis : On met un point d'honneur à accompagner les gens pour les aider à mieux se servir de l'ordinateur. Le premier obstacle, c'est le clavier.

Mais on peut dire qu'il y a quand même une grande partie chez les 15/30 ans, qui avait déjà touché au moins une fois un ordinateur.

Pour les autres, par contre, l'utilisation d'Internet reste un grand mystère.

Il faut savoir qu'Internet n'est ni plus ni moins qu'un Minitel en couleurs, mondial, plus rapide et plus complet. Si on sait se servir du Minitel, on peut se servir à peu près bien d'Internet.

Ce que nous faisons, c'est que nous créons avec eux leur adresse e-mail, en particulier chez Yahoo, parce que c'est consultable de n'importe quel ordinateur. La procédure d'inscription pour créer son



adresse électronique prend 10 à 15 minutes à peu près. Cette procédure permet de voir l'ensemble des fonctions de base d'utilisation d'Internet. Une fois que la personne a vu cette petite dizaine de fonctions, on peut dire qu'elle sait se servir d'Internet. Il y a d'autres fonctions en plus, mais elles ne sont pas indispensables.

A.E. : Qu'est-ce qui motive les gens à créer leur adresse électronique ?

Vis@Vis : Cela peut servir à répondre à des offres d'emploi, car aujourd'hui dans la recherche d'emploi, l'utilisation de l'e-mail est appréciée. Par exemple, un employeur met une annonce sur le Web, la personne peut répondre à cette annonce par e-mail. L'employeur va regarder cette réponse et répondre par l'e-mail de manière automatique. Alors que pour le courrier, il faut le temps postal, du papier, un timbre, etc. – bref, faire tout simplement du secrétariat. L'Internet fluidifie le rapport entre l'employeur et le demandeur.

D'autre part, c'est le moyen le plus rapide d'envoyer des nouvelles de façon privée à des proches. Il nous arrive que des gens viennent après avoir fait leurs courses, relever leur courrier comme s'ils le faisaient avec une boîte à lettre normale. Maintenant, presque tout le monde

a une adresse e-mail, et pour ceux qui ont une famille qui habite loin, c'est l'idéal.

A.E. : Quels sont les jours et heures d'ouverture du local et comment s'y inscrire ?

Vis@Vis : Nous sommes ouverts tous les jours de la semaine de 10 heures à 22 heures. Pour s'inscrire, il suffit de se renseigner au comptoir et de demander à l'un des serveurs. Il vous sera alors remis une carte à puce qui sera créditée d'un nombre de minutes défini par vous-même. Il est vrai que cela n'est pas gratuit car nous louons le matériel, mais ce que l'on peut assurer, c'est que c'est beaucoup moins cher qu'ailleurs. La minute est à 50 centimes. Il y a certaines personnes qui, sachant très bien se servir de l'ordinateur, ne vont même pas dépenser une unité tellement elles sont rapides car la minute n'est payée qu'une fois écoulée. Pour retirer un e-mail, il faut à peine 30 secondes.

« Merci d'avoir répondu à nos questions et nous vous souhaitons une bonne continuation ».

Une galerie pour la Goutte d'Or

Une association pour le développement des cultures à la Goutte d'Or

La Goutte d'Or est une enclave dans Paris. C'est un haut lieu pour les populations en déplacement. Elle est aussi, peut-être, une préfiguration de la ville de demain par la coexistence de différentes origines ethniques. C'est le mélange de toutes ces cultures qui en fait la richesse, la diversité et l'intérêt.

La perte de repères culturels isole ces populations qui, apportant une partie seulement de leurs traditions, ne peuvent retrouver leur paysage culturel familier, noyées comme elles sont dans l'approche d'une civilisation à laquelle elles doivent s'intégrer et qui ne leur offre ici que peu d'efforts de compréhension pour ces traditions.

La possibilité de regrouper dans une synergie ces objets, ces rites et la force de ces cultures serait un passage riche d'enseignement et de respect réciproques. L'association Cargo 21 se propose de véhi-

culer ces bagages traditionnels en organisant des expositions ou reconstitutions de ces univers venus des quatre coins du monde. Pour cela, elle contactera des représentants de ces collectivités et leur proposera des expositions de photographies, d'objets d'art, des réunions à thèmes ou des soirées de contes ou de musique traditionnelle.

Jean-Paul E.

ESPACE CARGO 21
21, rue Cavé, 75018 Paris
Contact: Jean-Marc BOMBEAU
01 42 23 56 56 ou 06 62 80 56 56



Vivre à la Goutte d'Or - témoignage

Il arrive que certaines personnes s'installent dans ce quartier du fait des loyers, bien plus abordables, en particulier pour les couples qui sont en situation précaire, qui ne touchent comme revenu que le RMI, qui font des petits boulots, ou bénéficient d'aide sociale ou encore pratiquent le « système D » !!

L'emplacement (proche des gares du Nord et de l'Est) et l'âme de ce quartier vous invitent à y demeurer. Les noctambules s'y déplacent aisément, tout est accessible, on peut se balader, visiter, aller au cinéma, au restaurant, au spectacle et rentrer à pied sans ressentir ni la fatigue, ni l'isolement: à la Goutte d'Or, on rencontre toujours quelqu'un sur son passage.

La recrudescence des couturiers dans le quartier va transformer la rue des Gardes en « rue de la mode » !

Le bar L'Olympic, à l'angle de la rue Léon et de la rue Laghouat, offre à ses clients un style « années 30 » pour un espace café-concert, avec dans la salle principale de nombreux livres

qui rappellent l'esprit Saint-Germain-des-Prés, avec ses écrivains et autres habitués d'art et de musique.

En bas, une magnifique salle d'accueil pour les artistes en tous genres.

Un peu plus bas dans la même rue, le LMP (Lavoir Moderne Parisien) est un endroit branché et noctambule, où l'on peut voir théâtre et poésie.

La multiplicité ethnique amène une animation intense qui vous invite à y participer... Il est difficile d'échapper à cela même si parfois le bruit engendré par les groupes stationnant dans les rues vous fait arborer un sourire !

Point fort aussi de ce quartier: ce qu'on appelle: « le marché aux

voleurs », lieu de différences et de mélange d'origines où il est impossible de ne pas voir les échanges et transactions de toutes sortes, même si l'on ne cherche surtout pas à les observer.

L'insécurité est un mot à utiliser avec précaution même s'il faut se rendre à l'évidence: on ne peut l'ignorer, mais comment l'aborder sans tomber dans les écueils d'un racisme déplacé ?

La Goutte d'Or est un quartier de rencontre où la vie est « dehors », c'est un quartier que l'on aime ou que l'on déteste, mais qui en aucun cas ne laisse indifférent!

Jean-Paul E.

À quand les programmes de substitution injectable

Entretien avec Nicole Maestracci,
Présidente de la MILDT⁽¹⁾

Alter Ego : On sait aujourd'hui que certains produits de substitution sont détournés de leur usage originel: par exemple l'injection de Subutex. Que pensez-vous de cette situation ?

Nicole Maestracci : Une expertise de l'Inserm, qui date maintenant de deux ans, dit que le pourcentage d'injecteurs de Subutex est de 15 à 20 %, ce qui veut dire que 80 % des personnes substituées au Subutex ne l'injectent pas.

Il est possible que ce chiffre soit sous-estimé. Vous avez peut-être l'impression qu'il y a beaucoup de gens mais c'est sans doute parce que vous ne voyez que ceux-là.

La question est aussi de savoir s'il y avait du Subutex injectable, ils ne continueraient pas à s'injecter autre chose ? Pour le moment, on n'est pas en mesure de dire si cela aurait ou non des conséquences positives.

Je crois que les difficultés que l'on a avec le Subutex ne sont pas causées par un seul facteur. Au moment de la mise en place du produit, on a surestimé l'importance de la molécule par rapport à l'accompagnement socio-sanitaire. Avant d'imaginer autre chose, il faut améliorer l'encadrement socio-éducatif des personnes substituées au Subutex. Des efforts vont être faits dans ce sens.

Alter Ego : Vous semble-t-il nécessaire de mettre en place des formes de substitution injectable ?

Nicole Maestracci : Sur la substitution à l'héroïne, je peux vous répondre.

Pour le moment, nous n'en avons pas en France. Un projet de prescription d'héroïne médicalisée a été déposé dans le cadre du programme hospitalier de recherche clinique.

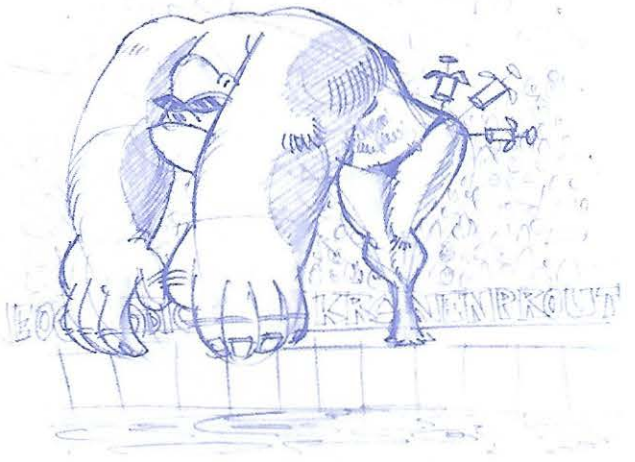
Ce qui a été clairement dit dans le plan triennal, c'est que, si l'on devait inventer de nouveaux modes de prise en charge, ou de nouveaux modes de traitements, cela devrait être dans un cadre de recherche, accompagnée d'une évaluation.

Donc, un projet a été déposé par une équipe, et le programme hospitalier de recherche clinique a émis un avis. Pour le moment, on réfléchit à la manière dont ce projet pourrait éventuellement être mis en œuvre, car cela pose des problèmes de financement, d'organisation, etc. Donc, actuellement, nous n'avons pas de position, ni négative, ni positive: c'est un projet en cours de réflexion.

Nous regardons aussi ce qui se fait à l'étranger, mais actuellement il n'y a qu'un programme en Suisse et un programme aux Pays-Bas. En Allemagne, la décision a été prise, mais ils n'ont pas encore commencé.

Voilà où l'on en est en ce qui concerne la prescription d'héroïne. Avec tout de même l'idée que, de toute façon, si on se décide à mettre en place un programme de prescription d'héroïne, il faut bien savoir, et on l'a vu avec les expériences étrangères, que cela ne concernerait qu'un très petit nombre d'usagers, c'est-à-dire, des usagers qui ont eu déjà plusieurs échecs thérapeutiques et une très grande ancienneté dans la toxicomanie.

En ce qui concerne la substitution injectable, nous ne connaissons pas d'expériences en Europe.



Nous savons qu'un certain nombre d'usagers en substitution continuent à s'injecter leur produit de substitution, ou même autre chose.

On sait qu'il y a aussi une addiction psychologique à l'injection. La question est de savoir s'il y a nécessairement une phase de transition pendant laquelle les personnes vont continuer à s'injecter - ce qui ne disqualifie pas pour autant les traitements de substitution - ; si c'est le cas, on peut espérer que les comportements d'injections vont devenir de plus en plus faibles au fil du temps.

En revanche, si ces personnes avaient une substitution injectable, il n'est pas certain qu'elles cesseraient de s'injecter autre chose. Rien n'est moins sûr, car aucune étude n'a été faite à ce sujet.

Le fait que les usagers aient le sentiment que ce serait plus confortable s'ils avaient une substitution injectable ne doit pas être notre seul critère. La situation est qu'aujourd'hui nous n'avons aucune évaluation de ce que cela pourrait donner, ni de proposition de mise sur le marché de substitution injectable.

On n'a pas une position, ni morale, ni définitive, sur ces questions. Je sais que les associations d'usagers ont été très opposées à la mise au point d'un produit de

substitution qui serait non injectable (le Suboxon).

Pour le moment, je me garderai bien d'avoir une position définitive. Je trouve que le seul fait que les usagers continuent à s'injecter des produits, même après le début de la substitution, ne veut pas dire pour autant que s'ils avaient un produit de substitution injectable, ils ne continueraient pas à s'injecter autre chose. Cela ne veut pas dire non plus que la substitution soit un échec, car il faut respecter le temps nécessaire à chacun pour s'engager dans le traitement.

On sait bien que les effets de ce que l'on substitue sont nécessairement moins positifs pour l'utilisateur que le produit original.

La politique de RDR⁽²⁾ ne peut aller jusqu'à distribuer gratuitement les produits à tous les usagers. Sinon, on change d'objectif. Donc, notre objectif est de faire en sorte que les usagers qui ne sont pas en mesure de se sevrer ou n'en ont pas envie, aient un produit qui leur permette de vivre avec un confort suffisant, c'est-à-dire de ne pas souffrir et d'avoir une vie normale. Il y a tout de même une part de liberté individuelle dans cette affaire. Si les usagers pensent qu'on va leur donner exactement la même chose que lorsqu'ils prenaient de l'héroïne, je crois qu'il y a malentendu ! Je ne crois pas qu'en discutant pendant des heures sur le thème : « et si c'était injectable », « et si c'était sous telle forme » etc., on avancera vraiment. Je ne dis pas que l'on ne peut pas améliorer les choses, et dès qu'on pourra le faire, on le fera. Mais en même temps, je crois que c'est un peu « l'arbre qui cache la forêt ». C'est-à-dire qu'à un certain moment, il faut se confronter au fait que lorsque l'on prend un produit de substitution, eh bien, justement c'est de la substitution. Et ça n'a pas exactement les mêmes effets que les produits, sinon, on continue à prendre des produits.

C'est ce qui rend parfois la discussion difficile avec les usagers. Je pense qu'à un certain moment, ils sont confrontés au fait qu'ils

doivent faire un choix, même si ce choix est accompagné.

On essaie de faire en sorte que bien sûr, la personne puisse vivre normalement dans le meilleur confort possible, mais à un certain moment on ne peut pas éviter qu'il y ait un choix à faire. Même si je sais que c'est difficile d'arrêter de s'injecter puisque la plupart continuent à le faire pendant un temps. Heureusement, beaucoup d'usagers cessent de s'injecter au bout d'un certain temps.

Je ne connais pas de programme qui permette que tout le monde s'en sorte. C'est aussi vrai pour le tabac, l'alcool, etc. Mais, je pense que l'on peut largement améliorer les choses. Le fait de penser qu'on peut avoir un produit miracle qui va permettre d'avoir 100 % de réussite, je n'y crois pas.

Ce que je voudrais que vous reteniez dans cette interview, c'est que le produit miracle n'existe pas, que les hommes ne sont pas seulement faits de molécules et que donc, il y a une partie de liberté humaine, de choix personnel qui reste, même si ce choix personnel, on l'accompagne le mieux possible avec les meilleurs produits possibles. Et cela, c'est très important de le dire car sinon, on est dans une course infernale. D'ailleurs, que ce soient les gens qui veulent soigner, ou les gens qui prennent des produits, on est toujours dans la course au produit miracle. Et c'est une course qui a ses limites.

Alter Ego: Vous n'êtes donc pas opposée à ce genre d'idée ?

Nicole Maestracci: Je ne suis opposée à rien. Simplement, je ne veux pas de mesure « gadget ». Si on me démontre (d'abord, je ne suis pas la seule à décider car ce sont des questions très difficiles ; donc on s'entoure du plus grand nombre d'expertises possible), si j'ai la conviction qu'un produit peut permettre d'améliorer le nombre d'usagers qui retrouvent une vie normale, et que cela n'a pas de conséquences sanitaires dommageables, je me battraï pour que ce produit soit disponible.

Alter Ego: Qui pourrait prendre en charge de tels programmes (substitution injectable et héroïne médicalisée) ? Les associations actuelles ou de nouvelles structures spécialisées dans ces missions ?

Nicole Maestracci: En ce qui concerne la substitution injectable, il faudrait qu'elle fasse l'objet d'une AMM⁽³⁾ par l'Agence du Médicament. Aucune évaluation mondiale n'est en cours actuellement sur la substitution injectable.

En ce qui concerne l'héroïne médicalisée la procédure est également complexe mais un dossier a été déposé et la réflexion est en cours.

Alter Ego: Quand vous me dites qu'il faut s'appuyer sur des expériences, en ce qui concerne la substitution injectable, vous le reconnaissez, il n'y en a pas. Qu'est-ce que l'on fait dans ces cas-là ?

Nicole Maestracci: On ne peut pas non plus partir de rien dans ce domaine et si un projet est déposé, nous l'examinerons.

Alter Ego: Mais puisqu'il n'y a rien, on peut partir de l'expérience du Subutex. Beaucoup se l'injectent. Qu'en pensez-vous ?

Nicole Maestracci: Encore une fois, on est prêts à examiner un certain nombre de choses. Le problème, pour le moment, est qu'il n'y a aucun dossier nulle part, et aucune expérience menée dans le domaine de la substitution injectable. Dès lors qu'on n'a aucune référence, il est difficile d'avancer très vite sur ce dossier.

Actuellement, un décret est en préparation pour que la méthadone soit prescrite par tous les médecins hospitaliers, et pas seulement dans les centres spécialisés. Cela permettra à un plus grand nombre d'usagers d'y avoir accès plus facilement et ainsi de mieux couvrir le territoire. Mais cela ne répondra pas complètement à la question, car les médecins hospitaliers ne sont pas tous suffisamment formés pour prendre en charge des usagers de drogues.

Interview réalisée par Didier Robert

(1) Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et les Toxicomanies

(2) Réduction des Risques

(3) Autorisation de Mise sur le Marché

« La prescription d'héroïne : une alternative pour les toxicomanes »

Dr Miguel Marset

L'un des objectifs du Programme Expérimental de Prescription de Stupéfiants (PEPS) est de permettre la rétention des toxico-dépendants dans le système public de santé, afin d'atteindre les objectifs de réduction des risques.

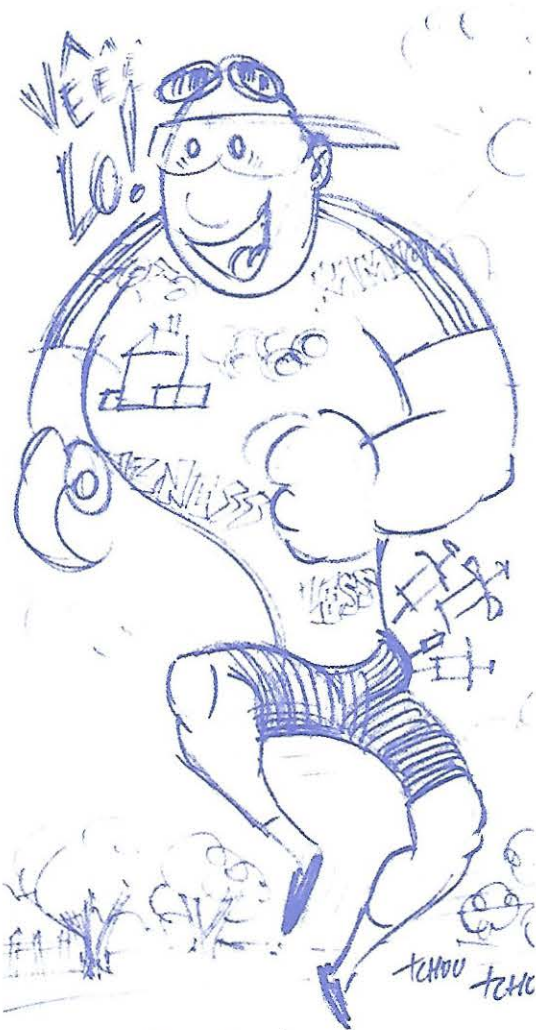
L'un des objectifs du Programme Expérimental de Prescription de Stupéfiants (PEPS) est de permettre la rétention des toxico-dépendants dans le système public de santé, afin d'atteindre les objectifs de réduction des risques: arrêter la consommation d'héroïne illégale, prévenir les maladies transmissibles par voie intraveineuse et/ou sexuelle, améliorer la santé physique, psychique et l'intégration sociale des patients. Enfin, améliorer la qualité de vie de ces toxicomanes ayant des déficits importants dans les domaines médicaux, psychiques et sociaux, une consommation d'opiacés de deux ans et deux échecs thérapeutiques documentés au minimum.

La politique de substitution, à Genève, est actuellement centrée sur la méthadone. Environ 1400 toxicomanes en bénéficient sur une prévalence supposée de 2500. Chaque année, on compte environ 400 sevrages ambulatoires, 100 traitements résidentiels, 150 traitements en milieu spécialisé hospitalier. Tout patient toxicomane entrant à l'Hôpital Général peut bénéficier d'une substitution de méthadone ou de morphine orale. Tout toxicomane incarcéré reçoit son traitement de substitution. Il n'existe aucune liste d'attente d'admission en traitement dans le réseau public genevois.

La prescription sous contrôle médical d'héroïne, sous la perspective

helvétique, n'est pas une expérience isolée ni un centre de distribution d'héroïne, mais un programme de traitement médico-psychosocial intégré dans le réseau de soins publics de Genève. Il offre un traitement individualisé de la problématique du patient toxico-dépendant dans le cadre d'un abord global et pluridisciplinaire. Le PEPS ne cherche pas à maintenir les patients dans une dépendance chronique et irréversible, bien au contraire, il peut représenter un processus intermédiaire vers une autre modalité de traitement: programme de méthadone, désintoxication ou résidentiel.

La caractéristique principale du traitement au PEPS est la diversité: dans la prescription d'opiacés (méthadone, morphine et héroïne) et dans les objectifs thérapeutiques à atteindre. Les objectifs de traitement sont personnalisés, évalués et adaptés en fonction de l'état physique et psychologique, et de l'évolution du patient. De même, la prescription des doses est évaluée de façon contextuelle. Au PEPS, il n'est pas un sujet passif de sa toxico-dépendance, il est stimulé dans un processus de changement auquel il s'est préparé au moment même de sa demande. Il vient de son propre gré. Il est motivé pour réorganiser sa vie, pour « changer quelque chose ». Les



arguments, le plus souvent, exprimés à l'entrée sont des plus variés: « arrêter la galère », « trouver du travail », « trouver un logement », « bénéficier d'une assistance psychologique ». Le PEPS offre un lieu de rencontre pour aborder toute sorte de situations liées directement ou indirectement à la toxico-dépendance.

Depuis 1994, environ 1600 toxicomanes ont pu être pris en charge dans toute la Suisse. La population du PEPS (48 pour 50 places disponibles) présente les caractéristiques suivantes: la majorité sont des hommes avec un âge moyen de 38 ans (le plus jeune a 21 ans et le plus âgé 52 ans); la durée de la toxicomanie intraveineuse est de 16 ans, ils ont une moyenne de trois cures de sevrages et quatre cures de maintenances à la méthadone

Substitution injectable ? Vite! Sauvez-moi la vie.

Quand le Subutex est arrivé, je me suis dit: enfin, quelque chose que je peux avoir sans passer par tout un chemin (biblique!) et qui va me permettre de gérer ma consommation d'héroïne. Cela a même été au-delà de mes espérances. Aujourd'hui, je ne consomme plus d'héro. Mais en fait, petit à petit je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas qu'au produit que j'étais accroché. Très vite, je me suis mis à shooter mon Sub. J'en suis arrivé à avoir les bras complètement esquintés. Plus de veines depuis longtemps. Toutes bouffées, à cause des saloperies qu'ils mettent en plus de la Buprénorphine (qui? Je veux savoir). À ce qu'il paraît, cela peut provoquer des problèmes respiratoires.

Quand j'ai su qu'en Suisse l'héroïne injectable existait, je me suis posé la question de l'expatriation. Et puis, je suis vite revenu à la réalité. Je préfère rester en France et crier haut et fort qu'il faut de l'héroïne injectable ou un autre produit pour donner le choix, mais pourvu qu'il soit injectable. Je travaille et je me suis construit une vraie vie. Mais je n'arrive pas à arrêter de shooter. Ce serait dommage de tout foutre en l'air. Surtout que shooter du Subutex, cela ne se dit pas. Cela se prend sous forme « sublinguale ». Qu'ils disent! Parce qu'autour de moi cela se shoote plus que ça se «sublingue».

Alors, faites vite. Vous avez fait le premier pas avec la substitution, faite le deuxième avec l'injectable.

Un ex-usager



échouées. À l'entrée du traitement, les problèmes sociaux sont très importants: une majorité est sans emploi et sans logement; leur état de santé physique et mental est très précaire. Actuellement, 25 % sont séropositifs au VIH (10 %, moyenne genevoise), 83 % à l'hépatite C (44 %, moyenne genevoise). 79 % souffrent de troubles psychiatriques.

Les résultats après 5 ans de traitement ont été très positifs, surtout au niveau de la rétention en traitement, de l'amélioration très significative de la santé mentale, de la diminution des tentatives de suicides et des hospitalisations en milieu psychiatrique, de l'amélioration du fonctionnement social, de la diminution de la consommation de cocaïne et non médicale de benzodiazépines, de la quasi disparition de la consommation d'héroïne, de la diminution de poursuites, de la diminution des revenus liés aux activités illégales. Tous ont un appartement qui est investi comme lieu de vie.

Sur le plan médical, l'évolution est également satisfaisante. Aucune séroconversion au VIH n'a été observée. Les patients sont suivis régulièrement pour leurs maladies, avec une évolution des problèmes dermatologiques et un changement très important de leur état nutritionnel. L'état veineux superficiel s'est nettement amélioré, grâce à l'utilisation de matériel stérile, de l'héroïne pure, à l'amélioration progressive de la tech-

nique d'injection et à la présence d'une infirmière dans la salle d'injection qui veille à l'asepsie, conseille et aide les patients en cas de difficultés.

Au niveau communautaire, les relations avec le voisinage sont très bonnes: le quartier connaît l'existence du PEPS. Lorsque des problèmes, mineurs, à ce jour, sont apparus, ils ont pu être discutés et résolus avec les différents protagonistes.

Les programmes d'héroïne se présentent à ce jour comme une alternative thérapeutique valable qui a fait ses preuves d'utilité et d'efficacité. Ces programmes ont permis à de nombreux toxicomanes de trouver dans le réseau sanitaire une alternative possible à leur toxicodépendance et à ses conséquences. Elle permet à certains patients toxico-dépendants d'éviter l'illégalité, la marginalité ou un dommage pour eux-mêmes ou pour la société. Pour d'autres, le PEPS a représenté une solution intermédiaire qui les approche d'un objectif d'abstinence, qui était souvent voué à l'échec lors d'autres traitements, tout en les soutenant dans un processus de reconstruction de leur vie sociale.

Chef de Clinique. Programme PEPS.
Division d'Abus de Substances
des Hôpitaux Universitaires de Genève (Suisse).

HÉPATITES INFO SERVICE

Naissance d'un nouveau dispositif téléphonique : Hépatites Info Service

Pour mieux connaître les hépatites, « autant appeler maintenant que plus tard. »

Les hépatites sont souvent mal connues du public. Leur nombre, leur mode de transmission, leur dépistage, leurs effets cliniques et surtout leur traitement sont autant d'interrogations, voire d'angoisses, qui restent trop souvent sans réponse.

Et pourtant, l'hépatite, virale ou non, est un véritable enjeu de santé publique. Les chiffres témoignent de son ampleur : 600 000 personnes infectées par le virus de l'hépatite C, 900 000 par l'hépatite B. 80 % des infections à l'hépatite C se transforment en maladie chronique.

Un service pour tous

Hépatites Info Service a pour mission d'écouter, d'informer, d'orienter et de soutenir les personnes qui, à un moment de leur vie, sont amenées à s'interroger sur les hépatites en cherchant une information adaptée à leur cas personnel. Hépatites Info Service est un espace d'échanges et de contacts indispensable dans un contexte de manque d'information sur ces pathologies.

Une équipe de 80 personnes de formation médicale, psychologique et sociale est mobilisée pour répondre à l'ensemble des questions liées aux hépatites.

Elle est disponible au :

0 800 845 800,

**appel anonyme et gratuit,
7 jours sur 7,**

**de 9 heures à 23 heures
(numéro accessible en métropole
et dans les Dom Tom).**

Le public visé

Ce dispositif téléphonique s'adresse à l'ensemble de la population. Cependant, trois publics sont plus particulièrement visés :

– les personnes atteintes : leur donner un espace de parole afin de les

soutenir au quotidien. Les informer sur les traitements, la recherche et les moyens de transmission ;

– les proches : valoriser leurs fonctions de soutien auprès des personnes atteintes, être à l'écoute de leurs problèmes, de leurs angoisses et de leurs incertitudes ;

– les personnes potentiellement concernées : leur permettre de s'informer sur les risques de contamination, les moyens de dépistage, leur délivrer un message de prévention.

Les missions de Hépatites Info Service : Écouter

7 jours sur 7, de 9 heures à 23 heures, Hépatites Info Service est à l'écoute de tous. Chaque personne est accueillie avec respect, sans jugement. Les manières de se protéger des hépatites, les tests de dépistage, la maladie, l'observance des traitements, le soutien à un proche constituent des sujets d'inquiétude ou des difficultés de vie. Écouter, c'est aider l'appelant à réfléchir, à formuler, à décider, à mettre en œuvre des décisions et, essentiellement, à s'interroger sur son comportement en vue de le modifier.

L'anonymat, allié à la disponibilité des écoutants, leur écoute active et leur expérience de la relation d'aide téléphonique permettent à chacun de s'exprimer librement. Ils permettent aussi d'adapter à la situation de chaque appelant les informations sur le réseau sanitaire et social, associatif et professionnel. Ils sont, enfin, un complément indissociable de l'information et de l'orientation.

Informer

L'information est une condition nécessaire, même si elle n'est pas suffisante pour faire face à l'infection des hépatites. Pour se protéger, pour se soigner, pour bénéficier des prestations sociales, pour connaître ses droits, chacun doit obtenir faci-

lement et librement les informations dont il a besoin. Les campagnes médiatiques de prévention amènent le public à compléter ou à valider l'information. Par ailleurs, la découverte régulière de nouveaux agents responsables et de schémas thérapeutiques remet sans cesse en cause les connaissances sur les hépatites. Ainsi, les écoutants bénéficient d'une formation continue qui assure la qualité des services offerts et des réponses apportées, et une dynamique de prise en compte globale des problèmes (vulnérabilité des femmes, etc.). Ils disposent aussi d'un fond documentaire actualisé en permanence.

Orienter

Orienter les appelants vers des structures adaptées à leurs demandes ou à leurs besoins est une des missions de Hépatites Info Service. Le téléphone est un outil qui ne peut se suffire à lui-même : l'orientation vers des services de proximité est une priorité indispensable à la prise en charge des personnes atteintes ou qui sont inquiètes, à la suite d'une prise de risque par exemple et qui doivent, dans ces circonstances, bénéficier d'une prise en charge immédiate. Une bonne connaissance des structures sanitaires et sociales, des réseaux de soins et des associations garantit l'orientation des appelants.

Soutenir

Les écoutants de Hépatites Info Service sont des interlocuteurs attentifs. Dans les moments de doute, de désarroi, ils prennent le temps d'écouter chacun pour aider à trouver des solutions qui lui conviennent. Vouloir se protéger, vouloir se soigner, accompagner une personne atteinte ou un proche, nécessitent un appui et une aide que ce dispositif d'écoute peut apporter.

Témoigner

Témoigner des interrogations, des peurs, des angoisses et restituer les besoins, les attentes de ceux qui appellent est l'une des missions de Hépatites Info Service. Le profil des personnes qui appellent, leurs demandes, représentent des informations nationales ou locales sur la prévention, la prise en charge de l'infection aux hépatites, qu'elles soient qualitatives ou quantitatives. Cette restitution participe aux réflexions en cours et à la réponse aux situations nouvelles. Elles permettent enfin à Hépatites Info Service de répondre ponctuellement à des situations d'urgence en matière de santé publique.

Hépatites Info Service

0 800 845 800

Sida Info Service

0 800 840 800

Stéricup

C'est une petite coupelle en forme de cuillère, servant à la préparation d'une injection. Cet outil a été créé il y a à peine un an, particulièrement à cause de la transmission des hépatites. Un outil de réduction des risques ? Oui, certainement ! Utile et utilisé ? Les avis sont plus que partagés.

En travaillant à STEP (le Programme d'Échange de Seringues d'EGO), Didier nous raconte que les usagers de drogues ne demandent pas systématiquement le Stéricup. Pourquoi ? Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce n'est pas par ignorance.

Pour les uns, c'est l'idéal, plutôt que de « shooter » dans une canette de coca ou de bière dégueulasse. Mais pour les autres, ce n'est pas du tout pratique.

Les remarques qu'on entend le plus :

- Trop instable. Même en mettant le capuchon protecteur d'une seringue comme on nous le conseille, ça bouge beaucoup trop.
- C'est bien quand tu as un appartement avec une table. Mais quand tu shootes dans des conditions galères... pas du tout pratique !

- Ce serait beaucoup plus pratique si c'était plus large et moins profond : à cause de la profondeur, ça t'oblige à planter l'aiguille trop à la verticale et tu risques d'esquinter l'aiguille.

- Le filtre se disloque complètement dès qu'on le met dans le liquide, et il est trop petit.

Ce qu'on en pense

Bien sûr, rien n'est parfait. En attendant, cela peut vous faire éviter bien des ennuis, comme la transmission du VIH, des hépatites, mais aussi de bien d'autres cochonneries (microbes, bactéries, etc.). Ne croyez pas qu'il suffise de laver sa canette avec un tampon alcoolisé pour qu'elle soit désinfectée ! Cela ne sera jamais « stérile ».

Alors soyons sérieux ! Ce n'est peut-être pas l'idéal, mais le Stéricup, lui au moins, est stérile. Même quand on se « défonce », l'important est de préserver sa santé.



Rappelez-vous, 1 shoot :

- 1 seringue stérile,
- 2 tampons alcoolisés,
- 1 fiole d'eau stérile
- 1 Stéricup qui comprend : 1 tampon sec, 1 filtre, 1 cuillère),

Si après cela, vous ne voulez toujours pas du Stéricup (vous devriez l'essayer si vous ne l'avez pas fait), sachez qu'il existe aussi la « petite cuillère ». Elle ne ressemble pas à celle que l'on prend dans sa cuisine mais apparemment on s'en est inspiré. Peut-être y trouverez-vous un bon moyen de préparer votre shoot.

N'oubliez pas de vous protéger.

Didier Robert

LES EPICERIES SOCIALES

Les épiceries sociales, ces magasins pas comme les autres, s'adressent à des personnes vivant dans des conditions précaires, qui peuvent y acquérir des produits à 10 % de leur prix. Animées surtout par des bénévoles, elles ont aussi vocation à proposer un accompagnement social.

Le principe est simple : après une évaluation de leur situation, les bénéficiaires peuvent, pour des périodes courtes et renouvelables, s'y approvisionner en produits alimentaires et d'hygiène à des prix n'excédant pas 10 % de ceux du marché. Aujourd'hui, les épiceries sociales tentent de faire face à une précarité qui dure. Elles laissent aux Restos du cœur et aux soupes populaires le soin de répondre aux urgences des plus démunis. Elles assurent, en principe, les « besoins de dépannage » de ceux qu'un incident supplémentaire peut faire basculer dans des difficultés plus grandes.

La démarche pour le bénéficiaire est, elle aussi, différente : aux colis jusque-là distribués par les associations ou les services sociaux, succèdent le choix sur les étals, l'acquiescement d'une somme et un comportement de consommateur. A l'attente au guichet succède la pause à une table devant une tasse de café.

Au-delà d'une simple aide alimentaire, l'épicerie est une étape sur le chemin de l'insertion et joue sur toute une palette de conseils : permanences d'assistantes sociales et de conseillères en économie sociale et familiale de la CAF (qui a largement aidé au lancement des épiceries), ateliers vers l'emploi, ateliers cuisine, boutique bébé... L'essentiel réside dans le contrat moral que le bénéficiaire passe avec l'épicerie. Celui de s'armer d'un projet à portée de ses moyens, sans obligation de résultats mais avec devoir de recherche. Qu'il s'agisse de rencontres, d'alphabétisation ou de règlements de dettes, toutes les voies de l'épicerie sociale peuvent mener à l'insertion.

Les épiceries naissent de la rencontre de trois éléments : une volonté municipale, un tissu d'associations cari-

tatives qui s'engagent dans l'aide alimentaire, et un réseau de bénévoles et d'institutionnels. Les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) participent presque toujours à l'expérience, fournissant locaux et matériels. Les mairies et le conseil régional pourvoient également à une partie des frais d'investissement et de fonctionnement.

Mais le projet repose d'abord sur l'action des associations. Dans les épiceries, les bénévoles s'assemblent sans se ressembler : ils viennent du Secours Catholique, d'Emmaüs, d'Ecoute et Partage, de la Croix Rouge... Les épiceries sociales ont beaucoup modifié le rapport des bénévoles à leur action. La charité, jadis pratiquée de manière isolée, devient une démarche éducative et collective. Bien souvent, nombre d'associations de quartier mettent leurs sources, leurs combines, leurs filières et surtout leurs forces en commun. Afin de répondre au mieux au public, les bénévoles sont formés à l'accueil et à l'évaluation des bénéficiaires par les assistantes sociales et les conseillères de la CAF.

Mais, même si ces structures permettent d'aborder des problèmes de santé, de logement, d'emploi ou d'éducation, elles n'ont pas vocation à les résoudre. Le travail social proprement dit, avec les montages de dossiers et les ouvertures de droits, continue de se faire à la CAF ou au CCAS.

Concrètement, les épiceries ne proposent ni fruits, ni légumes, ni fromages, trop difficiles à conserver. D'autant que les épiceries ne souhaitent pas qu'un tour dans leurs rayonnages suffise aux courses des familles. Celles-ci trouvent essen-

tiellement un appoint en produits d'épicerie de base. Les bénévoles assurent l'approvisionnement et la gestion des stocks. Les achats de nourriture, grâce aux subventions communales, départementales, et aux sommes payées par les « clients », n'assurent qu'un tiers des besoins. L'essentiel vient de la récupération de produits consommables mais pas commercialisables (défauts d'emballages ou autres). Ils sont redistribués aux épiceries sociales par la Banque Alimentaire et par Revivre, associations qui se fournissent auprès de l'industrie agro-alimentaire ou dans les surplus de l'Union Européenne. Les bénévoles sollicitent également l'armée ou les cantines scolaires pour leurs rations restantes, ou organisent des trocs avec les Restos du cœur.

La Banque alimentaire fournit 7 millions d'équivalents repas par an en Ile-de-France aux associations humanitaires, dont les épiceries sociales. Pour exemple, l'épicerie sociale de Sainte-Geneviève-des-Bois fixe le seuil de ressources en dessous duquel est ouvert l'accès à l'épicerie, à 35 F pour chaque membre d'une famille et à 40 F pour une personne seule. Le principe est à peu près identique partout en France : un quotient familial mensuel (ressources totales, moins les charges, divisées par le nombre de jours et de personnes dans le foyer) permet d'ouvrir, pour une période de trois semaines, un crédit qui varie de 90 F pour un individu seul à 300 F pour une famille de huit personnes.

Le vœu des responsables des épiceries : les fermer. Cela voudra dire que la crise économique est surmontée !

Marie

LA COURTE ÉCHELLE

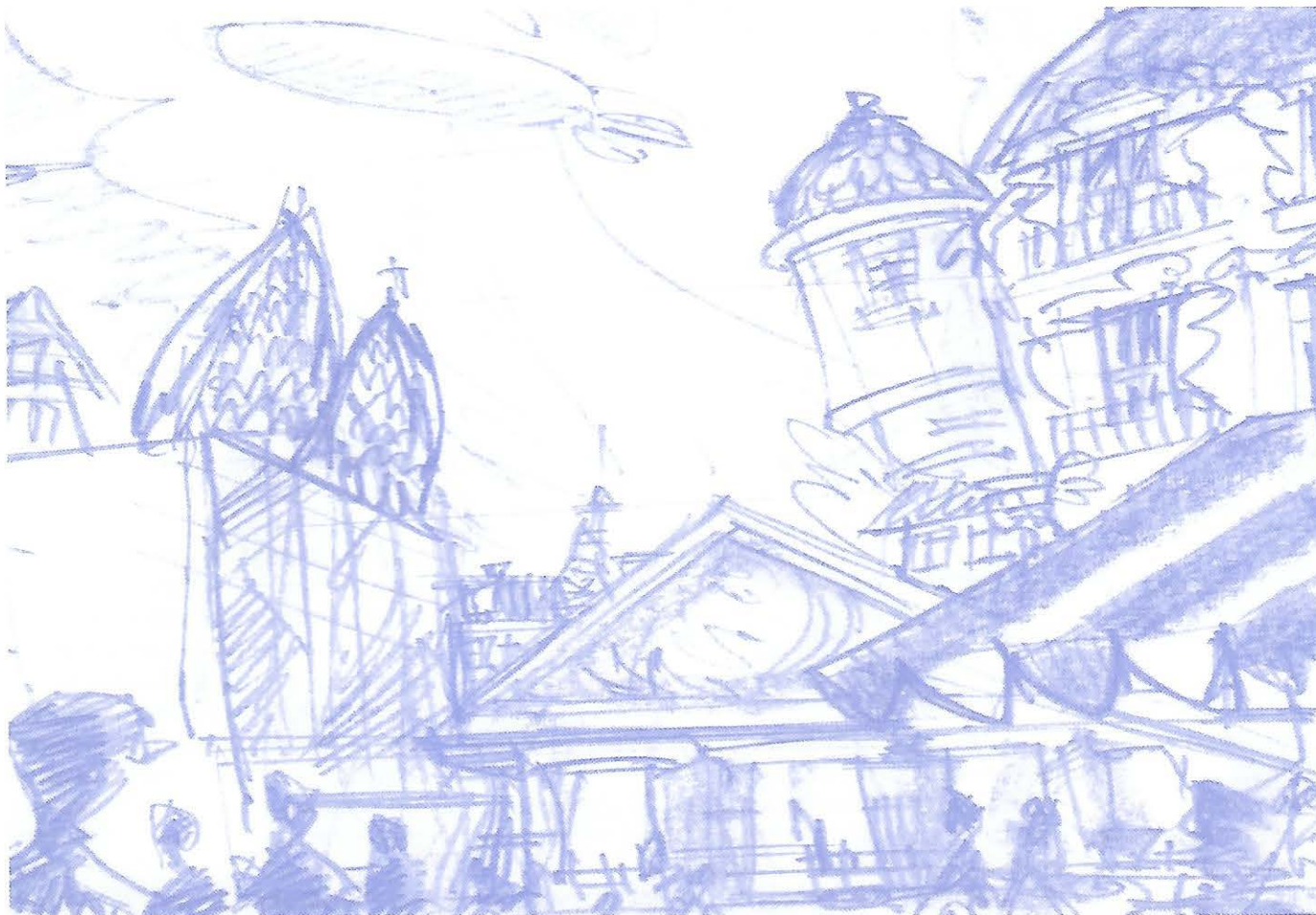
Une épicerie sociale dans le 18^e arr. de Paris

Il est 14 heures, une dizaine de mères de famille, certaines avec leur enfant, cabas à la main, sont rassemblées devant le 37 de la rue Bernard-Dimey et attendent l'ouverture de la boutique « La Courte Echelle », une épicerie sociale située dans le 18^e arrondissement, et constituée en association loi 1901.

Rien ne différencie, dans les rayonnages, cette épicerie d'un autre magasin d'alimentation. En effet, on retrouve sur les gondoles les produits de marques « leaders » dont on peut voir les réclames à la télévision. On trouve, ici, des produits d'épicerie mais aussi des produits d'entretien, d'hygiène et surtout un ensemble de

le client fait son choix dans les rayons, accompagné d'un des bénévoles qui s'assure que la composition du panier soit équilibré et corresponde à des quantités adaptées au nombre des membres du ménage.

M^{me} Danielle Gagon est à l'initiative de la création de La Courte Echelle qui compte aujourd'hui deux épiceries.



Le groupe s'anime et vient aider à porter les cartons de produits que Nadia Medjeber, salariée responsable du magasin, Marie-Claude et Stéphanie, deux des bénévoles de l'association, apportent pour approvisionner les rayons.

L'épicerie ouvre ses portes et les femmes prennent place selon leur ordre d'arrivée dans l'espace réservé à l'accueil. Pendant que Marie-Claude et Stéphanie mettent les produits sur les gondoles, Nadia se munit des fiches concernant les personnes faisant leurs courses cet après-midi.

produits frais allant de la boucherie aux produits laitiers, en passant par des plats cuisinés.

En dehors de l'aide des banques alimentaires, la plupart des produits sont directement négociés avec les fournisseurs par Jacques Berger, salarié, chargé de prospecter les fournisseurs et d'obtenir des prix adaptés. Ainsi, un panier qui atteindrait 612 F dans un commerce traditionnel ne coûte que 189 F à La Courte Echelle – un tiers du prix.

Pour chaque client, le même rituel est observé. Selon l'ordre d'arrivée,

Celle du 18^e est la deuxième boutique. Elle a vu le jour en mars 1999. La première est implantée dans le 19^e arrondissement de Paris, et c'est là que sont centralisées les démarches d'inscription nécessaires au droit d'accès à l'épicerie sociale.

Qui peut aller à La Courte Echelle ?

L'épicerie s'adresse à toute personne en situation précaire et répond à des critères de domiciliation. Pour être « client » de l'épicerie sociale, la condition de ressources est déterminante. L'accès à l'épicerie est ouvert aux personnes bénéficiant des prestations

sociales (RMI, AAH, Allocations familiales) mais aussi à des personnes salariées à temps partiel.

Près de 100 personnes sont reçues par l'épicerie, réparties sur quatre jours de la semaine. La prise en charge n'est pas indéfinie. Elle dépend de la situation particulière de chaque personne. Cela peut être un dépannage pour des personnes qui normalement n'y ont pas droit, mais dont l'accès a été ouvert à la suite de grosses fac-

est d'expliquer les aides mises en place, et de quelle façon on peut y avoir accès. D'autre part, l'épicerie intervient activement dans la constitution des dossiers de surendettement, complexes à réaliser et qui doivent être instruits parfaitement pour ne pas être rejetés.

L'épicerie sociale, ce n'est pas seulement de l'aide alimentaire. On s'y occupe aussi d'insertion, en termes d'aide et d'orientation. Ainsi, les rôles

de se repérer en sachant que tel jour, elles doivent faire leurs courses ;

– avoir un panier sur la base d'un repas par jour pour chaque membre de la famille et pour la semaine. Les personnes peuvent choisir ce qu'elles veulent à condition de respecter cette règle. En effet, des inscriptions ont été annulées car les personnes ne prenaient, par exemple, que des produits d'hygiène ;

– dernière obligation, le comportement, c'est-à-dire avoir un comportement respectueux et courtois, car le public en situation précaire est souvent agressif.

Pour bénéficier de l'aide de l'épicerie sociale, les personnes doivent se rendre rue Curial dans le 19e, où l'on s'assure qu'elles correspondent aux critères d'accès.

Il faut donc se munir de tous les documents justifiant de sa situation. Ensuite, un jour est attribué pour faire ses courses. Sur place, chacun est accompagné individuellement par un salarié ou un bénévole qui est là pour proposer les produits et les quantités. Car d'une famille à une autre, cela diffère. Selon qu'il y a trois, cinq, ou six enfants, les quantités ne sont pas les mêmes.

Comment peut-on devenir bénévole ?

Il faut se rendre à l'épicerie de la rue Curial où l'équipe évaluera avec le postulant les possibilités de bénévolat. Stéphanie, par exemple, après avoir effectué un stage de théâtre dans le cadre d'une réinsertion professionnelle pour SDF et après avoir obtenu un appartement, avait besoin d'effectuer un stage professionnel. Elle voulait travailler dans le social et a été admise comme stagiaire à La Courte Echelle. C'est à la suite de ce stage qu'elle décida, en accord avec l'équipe, d'être bénévole.

Néjib

Pour tout renseignement, il faut s'adresser à :

– La Courte Echelle 19

73, rue Curial
75019 Paris.
Tél. : 01 40 38 22 64.

– La Courte Echelle 18

17, rue Bernard-Dimey
75018 Paris.
Tél. : 01 42 26 51 15.



tures. Cela peut durer quelques mois, la situation est revue régulièrement. Par exemple, en cas d'endettement, les intervenants vérifient que tous les droits sont ouverts et ils indiquent les procédures à suivre pour bénéficier des aides possibles, en insistant sur les obligations qu'elles comportent.

Les bénéficiaires de l'épicerie sociale sont souvent dans des situations difficiles à cause d'une dette locative importante, ou d'autres problèmes. Quand elles sont prises en charge par l'épicerie, les personnes s'engagent à ce que, après avoir reçu les informations nécessaires, elles effectuent les démarches pour leur permettre de sortir de la logique de l'assistanat.

Nadia souligne que « l'information circule mal et n'est souvent pas à la portée des gens ». C'est pourquoi un des rôles importants de l'épicerie sociale

principaux sont l'accueil, l'écoute et l'orientation.

L'équipe de La Courte Echelle, rue Bernard-Dimey, est composée de deux salariés, Nadia et Jacques, et de six bénévoles participant au travail quotidien. Jacques est présent toute la journée tandis que Nadia n'est là que l'après-midi. Le matin, elle se trouve à La Courte échelle, rue Curial, dans le 19e, pour procéder à la constitution des dossiers d'inscription.

Le principe de fonctionnement de l'épicerie sociale correspond à trois obligations que doivent remplir les personnes une fois leur accès établi :

– venir régulièrement une fois par semaine faire ses courses (en cas d'empêchement, elles doivent prévenir). Nadia m'explique que les personnes sont pour la plupart inactives et ont du mal à se situer dans le temps : cette régularité leur permet

R.I.L.E. de Paris, Réseau d'Initiatives Locales pour l'Emploi

Vous voulez créer une activité : entreprise, association, projet emploi jeune, manifestation sportive ou culturelle ? Vous souhaitez être accompagné ? Le Rile vous accueille pour vous aider à réaliser votre projet.

Le RILE de Paris, c'est quoi ?

- un lieu d'expérimentation de votre initiative,
- un accueil et un accompagnement de professionnels,
- un réseau de partenaires chargés de vous aider à créer votre activité : études de marché, dossier de subventions, etc.,
- un lieu de rencontre de créateurs, d'échange de savoirs, de solidarité,
- la possibilité d'un suivi dans la durée, afin d'accompagner l'évolution de votre activité.

Qui peut venir au RILE de Paris ?

Toute personne ayant un projet de création d'activité professionnelle.

Combien ça coûte ?

L'ensemble de nos prestations peut être pris en charge jusqu'à 100 %, en fonction de votre statut : chercheur d'emploi, bénéficiaire du Revenu minimum d'insertion (RMI), etc. Votre conseiller vous expliquera comment obtenir ces aides.

Le premier rendez-vous est toujours gratuit.

Le RILE en chiffres

Depuis sa création, le RILE a réalisé 220 rendez-vous d'accueil et d'accompagnement.

16 personnes ont créé leur propre activité, 14 ont effectué un retour vers l'emploi, 5 se sont orientées vers une formation, 7 ont décidé d'arrêter leur démarche.

L'aide apportée par le RILE

L'accueil du porteur du projet. Cette phase consiste d'abord à écouter et à prendre connaissance du projet et de l'environnement du porteur. Nous informons de manière globale sur la méthodologie de projet liée à la création, nous bâtissons ensuite un plan de travail. Nous orientons la personne vers d'autres partenaires, si nécessaire.

L'accompagnement du porteur de projet. Après l'élaboration d'un rythme et d'un plan de travail, la personne vient régulièrement travailler son projet.

Le conseil et l'accompagnement se font sur tous les aspects d'une création, à savoir : aide au montage de dossiers (Accre, Adie, etc.), recherche des fonds nécessaires au démarrage de l'entreprise, aide juridique, sociale, fiscale, technique, commerciale, en communication, etc. Cet accompagnement permettra d'épauler le créateur tout en travaillant sur des aspects d'auto-for-

mation, de transfert et de développement des compétences.

Le suivi individuel. Le RILE assure un suivi dans le temps sur tous les aspects du fonctionnement d'une entreprise/association ayant bénéficié de ses services lors de la création.

L'information. Le RILE organise des séances de formation et d'information collectives sur des aspects liés à la création et au fonctionnement d'une activité.

Actions sur le local

Le RILE de Paris compte mettre en place des actions de développement local, avec les objectifs suivants :

- associer les acteurs locaux : fédérer et associer des partenaires locaux (politiques, associatifs, habitants, commerçants, etc.) autour de la dynamique de la création d'activité ;
- être à l'écoute du territoire : détecter des besoins locaux non couverts à ce jour (diagnostic de territoire et veille stratégique) ;
- favoriser l'esprit d'entreprendre des jeunes : mettre en place, à travers l'accord cadre signé entre l'UFJT et le Ministère du Travail, le programme « Interstice ». Celui-ci cherchera à créer un espace offrant les meilleures conditions (temps, statut, solidarité, expérimentation, etc.) à la création d'activités portées par les jeunes.

Nos partenaires

La Préfecture de Paris, la Mairie de Paris, la DDTEFP, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Cellule d'appui pour l'insertion 2, l'Union Nationale et Régionale des Foyers de Jeunes Travailleurs, le réseau national Rile, les Foyers de Jeunes Travailleurs, le Cercle des Entreprises de Paris, Soficom et Finegest (cabinet d'expert comptable), Solidarité Jeune Tremplin, le Fonds Social Européen, l'Adie, Paris Initiative Entreprise, Service 18, etc.

Nos horaires d'ouverture

Du lundi au vendredi
de 9 h 30 à 12 heures
et de 13 h à 17 heures.

Notre adresse :

RILE de Paris (Réseau d'Initiatives Locales pour l'Emploi),
21, rue des Malmaisons, 75013 Paris, M° Maison-Blanche,
e-mail : rile.de.paris@wanadoo.fr
Tél. : 01 45 84 50 86.

Conseiller : Xavier FAVARO

ASUT Barcelone (Associació Som Utills)

Peu à peu, les usagers de drogues s'organisent en Europe. Voici une expérience réalisée à Barcelone (Espagne).

Satxa, un des animateurs du groupe d'auto-support ASUT de Barcelone, nous a rendu visite fin septembre dans le cadre de la recherche Européenne SYNCHRA sur l'exclusion sociale des usagers de drogues. Nous vous parlerons de sa visite dans le prochain numéro de notre journal. Cependant il nous a fait parvenir un document dont l'intérêt nous semble justifier la publication.

En voici une version résumée.

ASUT s'est constituée en 1997 en réunissant des usagers, des ex-usagers, des professionnels et d'autres per-

sonnes proches du monde de la drogue.

Les objectifs fondateurs d'ASUT

- Lutter contre l'exclusion sociale, contre la transgression des droits des usagers de drogues.
- Mettre en place des actions pour améliorer la santé et la situation sociale des usagers, en particulier tout ce qui concerne la prévention des risques et la réduction des dommages liés à l'usage de drogues. Cela en promouvant la participation des usagers dans ce type d'interventions et

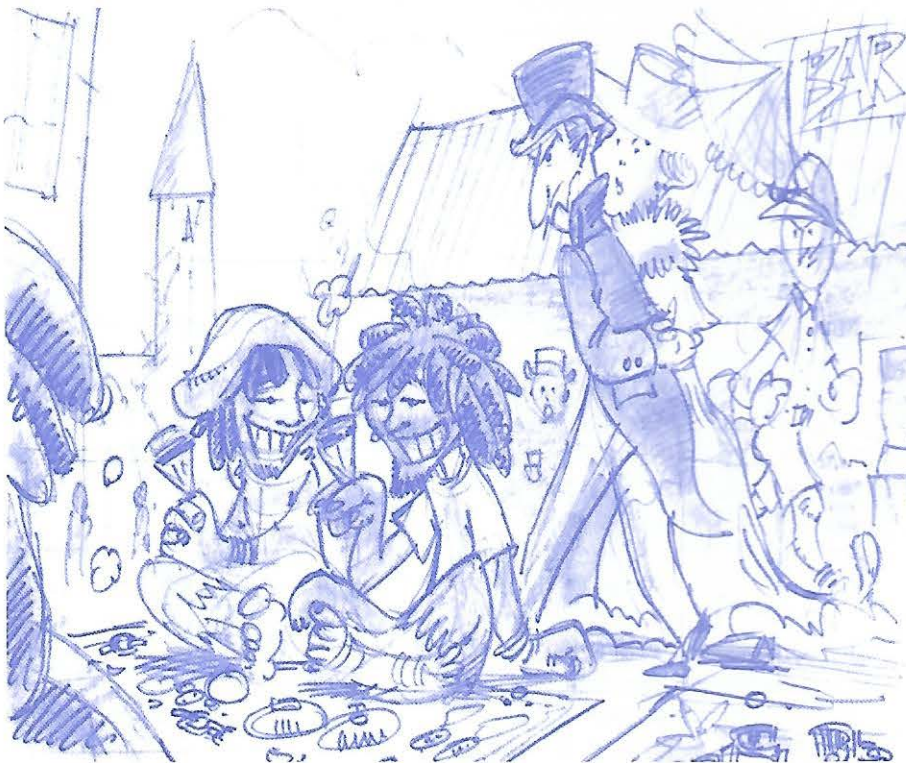
dans les lieux où s'élaborent les orientations socio-sanitaires à leur égard.

- Exiger des Pouvoirs Publics des interventions adaptées aux personnes les plus vulnérables du fait de leur usage de drogues, de leur situation de « sans abri », de leurs maladies ou de leur incarcération.
- Établir des relations avec d'autres organisations nationales ou internationales qui poursuivent des objectifs semblables.
- Promouvoir l'auto-support entre usagers et ex-usagers, sensibiliser le corps social aux problèmes liés aux drogues, en particulier les associations de familles, d'amis, de voisins, être des agents de médiation en cas de conflits sociaux liés au monde de la drogue.

Ce que nous voulons

Il s'agit de montrer que nos actions ont des répercussions positives dans la société en général. Nous réalisons des activités qui s'adressent aux usagers de drogues mais qui ont une répercussion aussi sur les familles des usagers, sur les institutions qui les accueillent, sur les quartiers en difficultés où ils vivent ou consomment...

Même si nous recevons peu d'aide des Pouvoirs Publics et pas de financements, nous continuerons à agir ainsi. Or l'expérience de ces années de travail nous montre que beaucoup d'actions et de projets



Bulletin de soutien à « ESPOIR GOUTTE D'OR » et/ou à « ALTER EGO LE JOURNAL »

Vous pouvez nous envoyer votre don afin de soutenir ALTER EGO le journal et la lutte contre l'exclusion menée par l'association Espoir Goutte d'Or.

Je désire soutenir ALTER EGO le journal

50 frs 100 frs 250 frs autres : frs

Je désire soutenir EGO dans sa lutte contre l'exclusion

50 frs 100 frs 250 frs autres : frs

Association :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Merci de compléter et de renvoyer ce bon accompagné de votre don dans l'enveloppe libre-réponse ci-jointe à l'adresse suivante :

ESPOIR GOUTTE D'OR, 13, RUE ST LUC 75018 PARIS. TEL: 0153099949. FAX: 0153099944

exigent un soutien économique pour leur donner une continuité. C'est pour cela que nous sommes obligés de solliciter l'aide des membres de l'association.

Activités:

Récupération de seringues

Cette activité répond à l'intérêt de notre collectif d'améliorer l'image sociale de l'usager de drogues. Il s'agit aussi d'éliminer des objets potentiellement contaminants sur la voie publique. Ceci suppose d'agir en terme de santé publique, en diminuant la possibilité de réutiliser des seringues et en évitant des accidents pour les autres citoyens. De 1996 jusqu'à 1999 nous avons récupéré 4550 seringues à travers 87 sorties. En 1996 nous en avons ramassé 218, en 1997: 849, en 1998: 1324 et en 1999: 2159.

Réunions et goûters d'ASUT (groupes de réflexion et d'entraide) Il s'agit d'un espace ouvert à toute personne intéressée par des sujets en rapport avec les dépendances, avec les problèmes liés à l'usage et à l'abus de drogues, avec la recherche des solutions. C'est à partir de 1998 que nous avons commencé à proposer en même temps des goûters, jusqu'à 48 par an.

Nous invitons souvent des personnes qui présentent des sujets qui intéressent l'assistance. Lorsqu'il n'y a pas d'invité, nous débattons autour des questions d'actualité ou des questions personnelles des usagers. Les personnes qui assistent à ces réunions sont des usagers en substitution, des usagers actifs, des ex-usagers, des médiateurs de santé et des professionnels d'institutions diverses.

Table informative d'ASUT

Depuis plus d'un an, chaque Mercredi, nous installons une table à l'entrée du SAPS¹ dès 22 heures, jusqu'à 2 heures du matin. Cette initiative est née des demandes surgies lors des réunions du Mercredi. Cette activité est dirigée par un médiateur/expert en toxicodépendances (agent de santé) et un usager en formation. L'idée: être des « formateurs de forma-

teurs », en impliquant des usagers de drogues dans cette initiative. Nous recueillons, aussi, toutes sortes d'informations sur les usagers de drogues.

Aux usagers de drogues, on présente le mouvement associatif et les possibilités de trouver des formes d'auto-support et d'accompagnement alternatifs dans leurs difficultés. Depuis un certain temps, nous ne pouvons plus rémunérer les deux personnes qui animent cette activité.

Accompagnement des usagers de drogues

A partir de nos différentes activités nous avons constaté que beaucoup d'usagers de drogues très marginalisés, sans papiers, dans la rue depuis longtemps ou avec des troubles psychologiques, ont besoin d'être accompagnés dans la résolution de leurs problèmes. Nous savons que ce n'est pas la même chose d'envoyer ces usagers dans le labyrinthe de l'assistance sociale que de les accompagner vers les ressources du réseau socio-sanitaire.

Local d'ASUT

Nous essayons de trouver un local qui ne nous coûte pas trop cher. Dans ce local nous stockerions des seringues et d'autres matériaux, il serait le lieu des diverses réunions et encore le lieu pour assurer notre travail administratif. Nous pourrions aussi avoir une ligne de téléphone à nous.

Il s'agit de créer un lieu de coordination entre les usagers, ex-usagers, professionnels, autour de nos différentes activités. Nous voulons aussi mettre en place de nouvelles activités.

Programme d'échange de seringues à « Can Tunis »²

Ce programme est né à partir de la demande d'un certain nombre d'usagers de drogues qui soulignaient la précarité et la prise de risques pour la consommation de drogues à Can Tunis. Nous avons prévu de signer une convention avec la Mairie de Barcelone, même si les financements qu'on nous propose sont nettement insuffisants pour assurer cette intervention.

Cette action a lieu tous les dimanches et jours fériés de l'année.

Les grillades d'ASUT (dynamisation des usagers)

Cette initiative est née du constat des difficultés que beaucoup d'usagers de drogues éprouvent pour se nourrir lorsque les « soupes populaires » ferment. Mais aussi de la nécessité de créer des événements festifs dans la vie, souvent extrêmement monotone, des usagers de drogues très marginalisés.

Programme des rencontres nocturnes avec des usagers de drogues « sans abri »

Il s'agit d'aller à la rencontre des gens qui dorment dans la rue, dans des cages d'escaliers, dans les halls des commerces afin de les sortir de leur isolement et leur montrer que des solutions et des ressources sociales peuvent être trouvées, malgré leur solitude et l'abandon dans lequel ils vivent.

Programme de parrainage auprès des « sans abri »

Nous avons parrainé pour l'instant trois personnes en très grande difficulté, en y impliquant des voisins, etc. Il s'agit en premier lieu de vaincre leur manque d'envie à sortir de leur situation, tout en reconnaissant l'insuffisance des aides apportées par les institutions. Il faut garantir d'emblée un droit fondamental: celui d'avoir un toit.

1. SAPS: Service d'accueil et de prévention du Sida, situé dans le vieux quartier populaire près du port de Barcelone, qui soutient le groupe ASUT depuis le début.

2. « Can Tunis » est un des quartiers les plus pauvres de Barcelone où vit une importante communauté gitane. Cet endroit pris en tenaille entre un grand cimetière et les installations industrielles du port de Barcelone est entouré de nombreux terrains vagues, où ont lieu d'importants trafics de drogues, et où les usagers de drogues consomment avec une relative tranquillité mais dans des conditions d'hygiène épouvantables.

Traduit par Josep Raffanel
pour ALTER EGO le journal

Je m'extasie Souvent

À tes frontières fugaces,
Là où l'air des terres
est humide de tes pluies
La flore exubérante
Ensorcelante l'obscurité...
Mais là-bas,
hissées comme des fanions de liberté
Aux cimes mirobolantes de ces choses
qui nous manquent
Mais à la vérité là-bas,
exhibées telles quelles
Nos expériences portent
des estampilles insoupçonnées
Et je m'y souviens des veillées,
des légendes, l'hivernage
Sous l'immense frondaison
de l'arbre millénaire
Assis à même le sol humecté
d'effluves sécurisantes
Le regard captivé par la danse
de ces lèvres gercées
Dont s'échappait telle une onde
de paroles bienfaitrices
La féerie de ce que la maturité
tue en nous!
La féerie de ce que la réalité
tue en nous!
Je vous aime
Ô doux enfants du monde!!!

David

Je pense à toi

Ton visage est un doux nuage
Dont je mémorise les images
Je rêve de toi
Ton corps est cette immense plage
Dont je saborderais les rivages
Quand pourrai-je encore t'enlacer
Encore baiser tes seins d'ébène
Et répondre au murmure de tes nuits
Pourrai-je encore une fois t'aimer
Et te faire l'amour à l'envers
Réaliser ce rêve pervers
Je pense à toi
À tes grands yeux en amande douce
Je rêve de toi
De ta fine bouche en aquarelle

David

Il y avait deux ou trois enfants

Deux ou trois vieilles beaux
Et l'écho de ma voix...
Il y avait l'espérance
et la joie
Le bonheur nous manquait
Mais les illusions persistaient
Cauchemardesques
Tout comme lorsque
nous étions ensemble...
Que ne me faut-il pas
d'autres pensées Pour endiguer
ces élans malheureux
Ces fausses réflexions

David

J'ai sacralisé l'amour

et toutes ses vertus
Pour l'inscrire dans les annales
de notre histoire
Aime-moi!
Vends-moi un peu de ton humour
Que je daigne accepter
certaines choses de cette vie
Et que je les intègre
dans un lexique nouveau
Je graverai tous les dictons magiques
Sur les grandes vagues
qui secouent l'Atlantique
J'écrirai sur ton front
les poèmes les plus beaux
Nos extases tues, nos savantes fictions
Que ne suis-je
un royaume en régence pour toi!
Ô belle, aimée de mes phantasmes
Je penserai à toi encore et encore
Jusqu'au faite de mes possibilités
Et te sacraliserai
O belle de mes phantasmes!!!

David

Dans le cadre d'un concours mondial de textes et de dessins sur le thème de la tolérance qui a eu lieu en Israël.

Encadré par Marie Sabal-Lecco

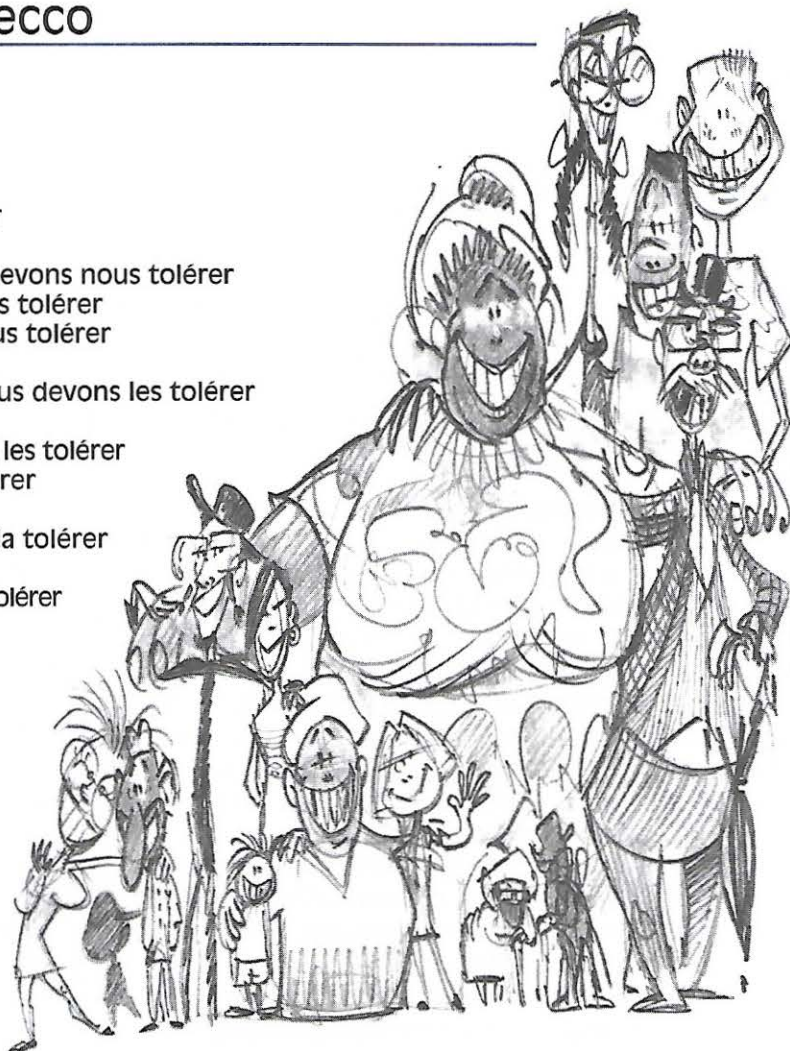
LA tolérance

Noir, blanc et jaune, nous devons nous tolérer
Jeune et vieux, nous devons nous tolérer
Musulman, chrétien, juif et catholique, nous devons nous tolérer
Polythéiste et monothéiste, nous devons nous tolérer
Français, israélien, marocain, nous devons nous tolérer
Riche et pauvre, nous devons nous tolérer
Les comportements autres que les nôtres, nous devons les tolérer
La différence, nous devons la tolérer
La taille, la grosseur et la minceur, nous devons les tolérer
La beauté et la mocheté, nous devons les tolérer
Les défauts, nous devons les tolérer
L'amitié entre ton ami et ton ennemi, tu dois la tolérer
L'ennemi, tu dois le tolérer
Professeur, livreur, médecin... nous devons nous tolérer
TOLÉRER est ce que nous devons faire
Noir + Blanc + Jaune

Tolérance = Tolérance

Asmine Hamidou
12 ans

Les Enfants de la Goutte D'Or
25, rue de Chartres, 75018 Paris
Tél. : 01 42 52 69 48



Bonjour à l'équipe d'ALTER EGO

Tout d'abord, Félicitations pour vos 10 ans !
Votre journal me plaît pour sa sobriété, sa diversité
et son humour qui hélas a bien du mal à subsister
de nos jours.

Merci de vos diverses rubriques et de l'idée de vous
glisser un petit mot pour votre « Courrier des lec-
teurs », le mien sera simplement celui que je ne
manque pas de dire à ceux qui viennent me trouver
pour diverses raisons :

« L'important pour moi ce n'est pas : qui tu es ? d'où
tu viens ? mais : où tu vas ? et qu'est-ce que je peux
faire pour t'aider ? » après cela tout est plus facile...
À propos du livre « Drogues, savoir plus risquer
moins », d'accord avec vous sur le regret qu'il soit

vendu 10 francs, aussi en avons-nous commandé
100 exemplaires à la parution afin de les offrir à
notre permanence d'accueil aux personnes intéres-
sées.

Mes amitiés à tous ! bonne continuation !

Renée (RHITS)

La réponse d'ALTER EGO :

Bravo à vous pour votre initiative de rendre acces-
sible le livre à ceux qui n'en ont pas les moyens.

Continuons à militer pour que l'information reste à
la portée de tous. Et mille mercis pour votre lettre
d'encouragement. Cela nous donne la pêche.

Didier ROBERT
Le coordinateur du journal

cette rubrique est un espace de parole pour tous ceux qui souhaiteraient s'exprimer

à propos d'un sujet traité ou bien nous faire part de leurs suggestions pour en aborder d'autres.

Cela peut être aussi, réagir à propos de l'exclusion sociale, de la toxicomanie, de la prévention, etc., ou bien utiliser l'écriture comme un moyen de garder le contact avec nos lecteurs et nous-mêmes.

LA PAROLE EST A VOUS

Envoyez votre courrier à : Espoir Goutte d'Or « ALTER EGO Le Journal », 13, rue St Luc 75018 Paris
ou par e-mail : alteregojournal@post.club-internet.fr

Ça n'arrive pas qu'aux autres, malheureusement

« Je veux faire un témoignage du parcours de mon fils Éric et des erreurs que nous avons faites pour le sauver de l'enfer qu'il vivait et que nous vivions avec lui. »

Il faut savoir pourquoi il se droguait, il y a toujours une raison. Soit pour faire comme les copains, soit parce qu'il ne se sentait pas bien dans sa peau ni dans sa tête. Il ne trouvait pas de réconfort dans sa famille. Il n'avait pas de dialogue, ni avec son père, ni avec ses frères. L'ambiance familiale très perturbée déjà avant, l'environnement et le drame que nous avons vécu avec son frère atteint d'un cancer, les fréquentations pour fuir la maison, fuir ses problèmes. En une phrase : le mal de vivre.

Un drogué n'est jamais heureux. Peut-être au début a-t-il une sensation de bien-être et de plaisir, de tout oublier ? Éric a cru en ce paradis artificiel, et le piège s'est renfermé sur lui avec tout ce que cela comporte de souffrance. Moi, j'étais terrifiée et j'avais si peur pour lui. C'est un appel au secours que nous n'avons pas perçu tout de suite par rapport aux événements présents.

Dieu merci, son frère s'en est sorti. Mais pour Éric cela a véritablement commencé à se dégrader en Août 84. Il avait à peu près 16 ans. Mais sa vie a basculé quand son frère était malade. Il n'avait alors que 14 ans à l'époque où il a commencé. Nous ne connaissions rien à la drogue, aucune information, aucune association pour nous aider. Ni Éric, ni nous. Nous étions complètement désemparés face à cette horreur qu'est la drogue. Nous étions impuissants de voir qu'Éric se détruisait un peu plus chaque jour.

Tout le comportement change. Éric était très timide et quand il prenait cette drogue, il disait que cela lui donnait de l'assurance et qu'il se sentait mieux dans sa tête. Mais c'est là le piège infernal. Il croyait que cela allait l'aider et il n'osait pas en parler. Même pas avec moi.



Pourtant, nous étions très proches, et complices bien des fois.

Mais après, la honte, petit à petit, s'installe. Il devenait fuyant et il mentait de plus en plus. Parfois si gentil, et après si agressif et nerveux. Il

maigrissait beaucoup et nous découvriions au fur et à mesure ce qui se passait. Son frère aîné nous avait ouvert les yeux et Éric m'avait dit: je préfère que vous soyez au courant. À moi, il demandait de petites sommes et j'ai su après qu'il sollicitait aussi son père et ses frères. Il lui fallait toujours plus d'argent; petit à petit des choses disparaissaient de la maison.

Nous avons très mal réagi. Mon mari a eu une réaction violente, ses frères l'ont rejeté et moi, je pleurais sans arrêt. Les conflits empiraient. Nous faisons de notre mieux pour comprendre et empêcher cela. Mais nous avons vite compris qu'il ne suffisait pas seulement de vouloir. C'est bien plus difficile. La dépendance est tellement forte que les paroles n'y font rien.

Éric avait décidé de se prendre en charge. C'est-à-dire de se débrouiller pour avoir de l'argent. Il me disait qu'il accepterait les conséquences de ces actes et qu'il ne voulait plus mendier. Ni faire du mal à sa famille. Malgré mes supplications, il partait des fois des jours et des nuits entières, où je l'attendais. Quand il rentrait, j'étais heureuse.

Il faut faire attention parfois à certains conseils que l'on peut donner et qui vous mettent dans l'erreur. Car bien souvent, ceux qui vous conseillent ne savent pas grand-chose de cette situation. La peur, l'angoisse, et le chagrin de chaque jour, nous font croire que l'on fait bien. Bien sûr, il ne faut pas rejeter tous les conseils, mais il faut être lucide.

Je m'adresse à vous les parents. Si vous vivez ce drame affreux ne baissez pas les bras. N'oubliez jamais de leur dire que vous les aimez très fort et qu'ils peuvent avoir confiance en vous. J'espère que vous comprendrez mon message et que pour vous il y aura l'espoir, s'il n'est pas trop tard.

Je pourrais vous dire encore beaucoup de choses mais je vais m'arrêter là pour aujourd'hui.

C'est à EGO que j'ai trouvé une aide et un grand réconfort qui m'ont beaucoup aidée dans les moments très durs. Il faudrait d'autres associations comme elle.

Je vous souhaite beaucoup de courage, et à bientôt.

M^{me} Bocciarelli

Du jugement à l'humanité

La drogue, qu'elle soit dure ou douce, légale ou illégale, ne demande rien à personne. Elle est juste là, avec ses molécules nocives. Alors, elle devient le bouc émissaire idéal, le dépotoir de toutes nos frustrations, la cause dernière de toutes les déviances.

Adolescent, un de mes amis se shootait fréquemment. Lentement, il a brisé tous ses liens, s'éloignant de tous ceux qui l'avaient connu « avant que cela n'arrive ».

Comme tous les autres, je n'ai pas cherché à le revoir. « Bof, de toute façon cela ne sert à rien, maintenant c'est un drogué », disions-nous tous en chœur, nous, les chevaliers de la vertu...

Depuis cet épisode, tout ce qui s'approchait de près ou de loin de la drogue me glaçait le sang. Le drogué, c'était celui qui avait renoncé à la vie, qui avait choisi la voie de l'abandon, bien entendu, sans issue.

Cinq années comme ça. Coincé, bloqué dans le prêt-à-juger, à accuser cette différence, que mes yeux d'alors voyaient comme une maladie honteuse, dont le malade était l'unique responsable. Comme beaucoup d'entre nous, j'ai participé à ce racisme, ce rejet du problème qui nous concerne tous: COMMENT VIVRE ?

À force de m'engueuler avec tous ceux qui touchaient, de fuir ce problème en fermant les yeux, j'ai mesuré le vide que créait cette peur. J'ai finalement décidé de comprendre.

Lentement, je me suis rendu compte que sous le spectre de la drogue se cachait une histoire, une vie qui me ressemble. Loin de tout miracle, ce fut un long travail, celui d'apprendre à être humain, et surtout, de ne juger personne. Au fil de ce dépucelage, j'ai compris qu'il fallait remplacer le jugement par l'écoute. « Écouter, voir, apprendre¹, je crois que c'est le slogan de Solidays². Tout tient dans ces trois verbes.

Notre devoir, s'il en est un, serait justement d'écouter plus, de voir plus loin que sa peur, et d'apprendre des autres ce que nous chercherons toujours à connaître: l'humain.

Stéphane

1. Le véritable slogan « Écouter, apprendre, vivre: avec les jeunes et les enfants en campagne contre le sida » était le thème de la dernière journée mondiale de lutte contre le Sida en 1999.

2. Solidays est un festival de la solidarité qui est organisé chaque année maintenant depuis deux ans (vite le troisième!) au mois de juillet par l'association SOLIDARITE SIDA, Les jeunes contre le sida, 14, rue de Savoie 75006 Paris. Tél.: 01 53 10 22 22.

ADRESSES

UTILILES

En raison du nombre important de structures et de l'espace restreint dont nous disposons pour cette rubrique, nous nous excusons d'avance auprès de nos partenaires dont les coordonnées ne figurent pas dans ce numéro et de ne pouvoir inclure toutes les structures dans tous les secteurs d'activités les concernant.

ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA

ACT-UP

Accueil et soutien des personnes séropositives et de leurs familles
45 rue Sedaine
75011 Paris
M° Voltaire
Tél.: 01 48 06 13 89

AIDES I.D.F.

Accompagnement et soutien des personnes séropositives et leurs proches
119 rue des Pyrénées
75020 Paris
M° Maraîcher
Tél.: 01 53 27 63 00

SOL EN SI

(Solidarité Enfants Sida)
Accueil des familles avec enfants touchés par le VIH/Sida
35 rue Duris
75020 Paris
Tél.: 01 43 49 63 63

DESSINE-MOI UN MOUTON

Aide aux enfants touchés par le VIH/Sida et à leur famille
35 rue de la Lune
75002 Paris
M° Bonne Nouvelle ou Strasbourg St Denis
Tél.: 01 40 28 01 01

ARCAT SIDA

Tout public touché par le VIH et leurs proches
94/102 rue de Buzenval
75020 Paris
M° Buzenval
Tél.: 01 44 93 29 29
Uniquement sur RDV

ASSOCIATIONS D'AUTO-SUPPORT

ASUD NATIONAL

206 rue de Belleville
75019 Paris
M° Place des Fêtes
Tél.: 01 43 15 00 66
Tél. journal: 01 43 15 04 00
Du Lundi au Vendredi
De 14h00 à 18h00

C.I.R.C.

e-mail: circpif@club-internet.fr

TECHNO PLUS

64 rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris
M° Oberkampf
Tél.: 01 49 29 90 30
Site web:
<http://www.technoplus.org>

ACCUEIL USAGERS DE DROGUES

AIDES P.I.F.

Accueil, orientation, soutien, réduction des risques, échange de seringues
247 rue de Belleville
75019 Paris
M° Télégraphe
Du Lundi au Vendredi
De 14h00 à 18h00

ASSOCIATION CHARONNE

3 quai d'Austerlitz
75013 Paris
M° Quai de la Gare
Tél.: 01 45 83 22 22

LES BOUTIQUES

LA BOUTIQUE

Espace Mixte
Douche, soins, accompagnement social échange de seringues, machine à laver
86 rue Philippe de Girard
75018 Paris
M° Marx Dormoy
Tél.: 01 46 07 94 84
e-mail:
boutik18@club-internet.fr
Du Lundi au Vendredi
De 10h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00

BORÉAL

Accueil, orientation, consultations médico-sociales, douche, laverie, distribution de matériel de prévention
64 ter rue de Meaux
75019 Paris
M° Jaurès
Tél.: 01 42 45 16 43
Du Lundi au Vendredi
De 11h00 à 13h00 et de 14h00 à 16h00

BEAUREPAIRE

Accueil, accompagnement, consultation médico-sociale, soins infirmiers, douche, programme d'échange de seringues, conseil juridique (sur R.D.V.)
9 rue Beaurepaire
75010 Paris
M° République
Tél.: 01 53 38 96 20
Du Lundi au Vendredi
De 11h00 à 17h30
(Sauf le Mardi de 14h00 à 17h30)

SIDA PAROLE

Programme d'échange de seringues, machine à laver, douche, petits déjeuners, permanences médicales, sociales et psychologiques
8 rue Victor Hugo
92700 Colombes
Tél.: 01 47 86 08 90

SOINS

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Consultation de médecine générale, dépistage VIH et Hépatites, accompagnement, matériels de prévention
21 passage Dubaï à hauteur du:
120 rue du fb St-Martin
75010 Paris
M° Gare de l'Est
Tél.: 01 42 05 54 44
Du Lundi au Vendredi
De 14h00 à 17h00

MÉDECINS DU MONDE

Soins, consultations
62 bis avenue Parmentier
75011 Paris
M° Parmentier
Tél.: 01 43 14 81 61

CENTRE BOURSULT

Accueil pour personnes en difficulté, consultation, dépistage VIH, prévention, information, conseils et orientations
54 bis rue Boursault
75017 Paris
M° Rome
Tél.: 01 46 27 20 31
Du Lundi au Vendredi
De 8h45 à 12h30 et de 13h30 à 17h15
(le Vendredi jusqu'à 16h40)

CENTRE DU MOULIN JOLY

Suivi médical et social pour des populations confrontées au VIH/Sida
5 rue du Moulin Joly
75011 Paris
M° Couronnes
Tél.: 01 43 14 87 87

SPÉCIAL FEMMES

LA BOUTIQUE

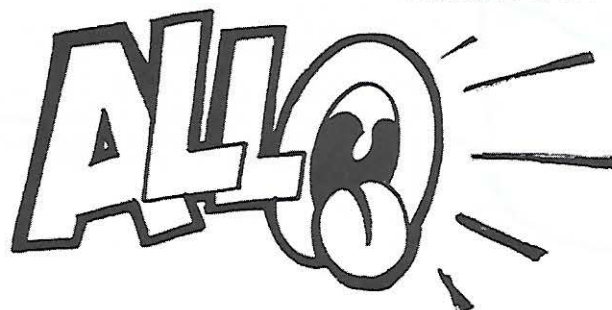
Espace Femme
Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues et machine à laver
84 rue Philippe de Girard
75018 Paris
M° Marx Dormoy
Tél.: 01 46 07 87 17
Du Lundi au Vendredi
De 10h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00

HORIZONS

Accueil parents usagers de drogues
8 rue Perdonnet
75010 Paris
M° La Chapelle
Tél.: 01 42 09 84 84
Du Lundi au Vendredi

CŒUR DE FEMMES

Accueil et suivi de femmes en grande exclusion
4 rue Fulton
75013 Paris
M° Quai de la Gare
Tél.: 01 45 83 52 72
Du Lundi au Vendredi
De 10h00 à 17h00



**LES AMIS
DU BUS DES FEMMES**
Accueil de femmes prostituées
6 rue du Moulin Joly
75011 Paris
M° Couronnes
Tél. : 01 43 14 98 98

AMICALE DU NID
Accueil et réinsertion de
femmes prostituées majeures
21 rue du Château d'Eau
75010 Paris
Du Lundi au Vendredi
De 9h00 à 18h00

SEVRAGES

**CENTRE MÉDICAL
MARMOTTAN**
19 rue d'Armaillé
75017 Paris
Tel. : 01 45 74 00 04
M° Charles de Gaulle
Du Lundi au Vendredi
De 10h00 à 19h00

**HÔPITAL
FERNAND WIDAL
ESPACE MURGER**
200 rue du fb St Denis
75010 Paris
Tél. : 01 40 05 42 14
Sur Rendez-vous

URGENCES DENTAIRES

**HÔPITAL
PITIÉ SALPÊTRIÈRE**
47/83 bd de l'Hôpital
75013 Paris
Tél. : 01 42 16 00 00

SUBSTITUTIONS

LA TERRASSE
222 bis rue Marcadet
75018 Paris
M° Guy Moquet
Tél. : 01 42 26 03 12

NOVA DONA
104 rue Didot
75014 Paris
Tél. : 01 43 95 81 75

SORTANTS DE PRISON

SRAIOSP
Aide à la réinsertion pour sor-
tants de prison
4/14 rue Ferrus
75014 Paris
M° Glacière
Tél. : 01 44 32 72 33

**A.N.P.E.
ESPACE LIBERTÉ EMPLOI**
Aide à la recherche d'emploi
ou de stage pour sortants de
prison
75 rue Rochechouart
75009 Paris
M° Anvers
Tél. : 01 53 20 68 18

P.A.S.S JUSTICE
Être présenté par un travailleur
social
- 27 rue Pierre Nicole
75005 Paris
Tél. : 01 44 32 07 60
- 69 rue Auguste Blanqui
75013 Paris
Tél. : 01 45 89 33 33

L'ESTRAN
Être présenté par un travailleur
social
10 rue Ambroise Thomas
75009 Paris
Tél. : 01 53 24 92 20

LE VERLAN
(Centre d'hébergement)
Être présenté par un travailleur
social
35 rue Piat
75020 Paris
Tél. : 01 44 62 26 90

ARAPEJ 75
17 rue de l'Échiquier
75010 Paris
Tél. : 01 42 46 06 73

PERMANENCES JURIDIQUES

PALAIS DE JUSTICE
4 bd du Palais
75004 Paris
M° Cité
Du Lundi au Vendredi
De 9h00 à 12h00

GISTI
Tél. : 01 43 14 60 66

**CENTRE D'ENTRAIDE
POUR DEMANDEURS
D'ASILE**
23 bd de la Commanderie
75019 Paris
M° Porte de la Villette
Tél. : 01 48 39 10 92
Du Lundi au Jeudi
De 9h00 à 11h30

DOCUMENTATIONS ET INFORMATIONS

C.R.I.P.S.
(Centre Régional d'Information
Prévention Sida)
Tour Montparnasse
33 avenue du Maine
75015 Paris
M° Montparnasse Bienvenue
Tél. : 01 56 80 33 33
Site web :
<http://www.crips.asso.fr>

O.E.D.T.
(Organisation Française des
Drogues et des Toxicomanies)
105 rue Lafayette
75010 Paris
Tél. : 01 53 20 16 16

DDriniIN

CENTRE DIDRO
149 rue Raymond Losserand
75014 Paris
Tél. : 01 45 42 75 00

SUIVIS PSYCHOLOGIQUES

LA CLEPSYDRE
56 rue de la Fontaine au Roi
75011 Paris
M° Couronnes
Tél. : 01 40 21 39 57

ESPAS
Soutien psychologique des per-
sonnes concernées par le virus
du VIH et de leurs proches
36 rue de Turbigo
75003 Paris
Tél. : 01 42 72 64 86
e-mail : espas-@wanadoo.fr
Sans rendez-vous permanences
téléphonique et accueil
Du Lundi au Vendredi

PROGRAMMES ÉCHANGE DE SERINGUES

ASUD NATIONAL
23 rue du Château Landon
75010 Paris
M° Louis Blanc ou Château
Landon
Tél. : 01 53 26 26 53
Du Lundi au Vendredi
De 14h00 à 18h00

BORÉAL
64 ter rue de Meaux
75019 Paris
M° Laumière et Jaurès
Tél. : 01 42 45 16 43
Du Lundi au Vendredi
De 11h00 à 13h00 et
de 14h00 à 16h00

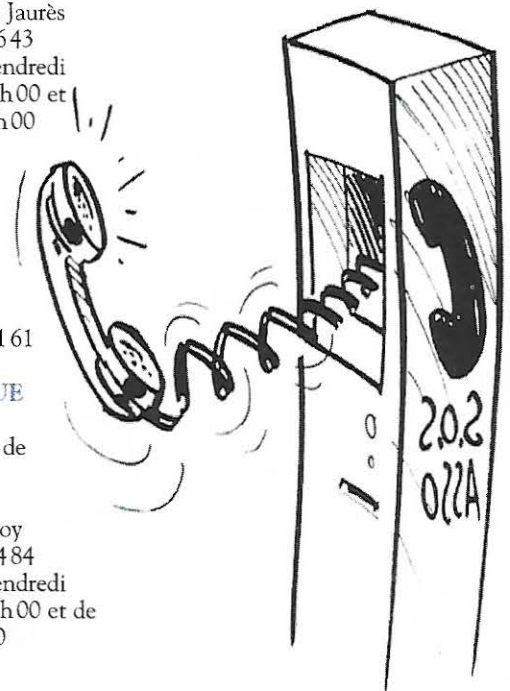
**MÉDECINS
DU MONDE**
62 bis avenue
Parmentier
75011 Paris
M° Parmentier
Tél. : 01 43 14 81 61

LA BOUTIQUE
Espace Mixte
84 rue Philippe de
Girard
75018 Paris
M° Marx Dormoy
Tél. : 01 46 07 94 84
Du Lundi au Vendredi
De 10h30 à 12h00 et de
13h00 à 17h00

LES BUS MOBILES

BUS DU BRAS
(Bus de Remédiation
et d'Aide à la Survie)
Accueil, écoute, orientation,
soins infirmiers et échanges de
seringues
- Stationnement : Rue du
Cygne (M° Rambuteau)
Tous les Mercredis
De 14h00 à 18h00
- Stationnement : Rue du
Cloître St-Merry (M° Hôtel de
Ville)
Tous les Dimanches
De 14h00 à 18h00

**BUS MÉTHADONE
MÉDECINS DU MONDE**
Ce programme est destiné aux
personnes dépendantes aux
opiacés. Les personnes déjà
incluses dans un autre centre
méthadone ne pourront pas y
être admises.
Conditions d'admission :
Premier entretien obligatoire
avec l'équipe sur le lieu fixe au
62 bis avenue Parmentier
75011 Paris (M° Parmentier).
Cet entretien est sans rendez-
vous du Lundi au vendredi de
10h00 à 12h00 et de 14h00 à
18h00 (sauf le Mercredi
matin). Une analyse d'urine est
faite sur place après l'entretien.
La réponse est faite seulement
après. Tout acte de violence
entraîne l'exclusion immédiate.

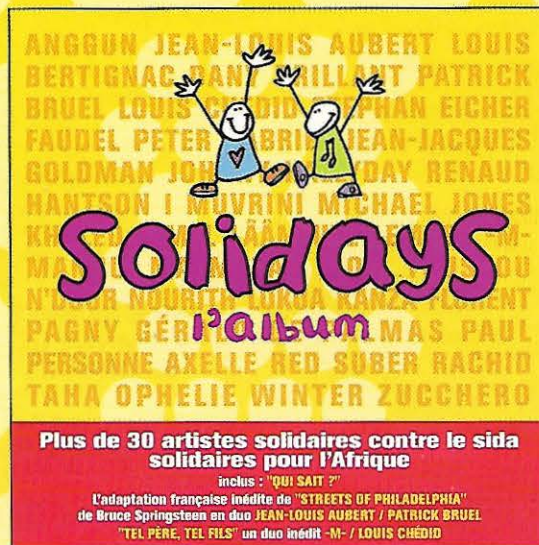


ÉVÉNEMENT!

Plus de 30 artistes solidaires contre le sida
solidaires pour l'Afrique

ANGGUN
JEAN-LOUIS AUBERT
LOUIS BERTIGNAC
DANY BRILLANT
PATRICK BRUEL
LOUIS CHEDID
STEPHAN EICHER
FAUDEL
PETER GABRIEL
JEAN-JACQUES
GOLDMAN
JOHNNY HALLYDAY
RENAUD HANTSON
I MUVRINI
MICHAEL JONES
KHALED
K-MEL

LÂÂM
UTE LEMPER
-M-
MANGU
MATMATAH
NOA
YOUSOU N'DOUR
NOURITH
LOKUA KANZA
FLORENT PAGNY
GERALD DE PALMAS
PAUL PERSONNE
AXELLE RED
SUBER
RACHID TAHA
OPHELIE WINTER
ZUCCHERO



Solidays l'album

une initiative



DES JEUNES CONTRE LE SIDA
www.solidarite-sida.org



Inclus
"Qui sait ?"